

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3784 - Jeudi 24 Décembre 2020 - Prix : 200 Fc

CONTRÔLE DES FONCTIONNAIRES PAR LE SGG :

C'est « inacceptable » selon l'ambassadeur Alloui Said Abasse



CORONAVIRUS

**Le nombre des personnes contaminées
à Mohéli a presque doublé en deux jours**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

Prières aux heures officielles Du 21 au 25 Décembre 2020

Lever du soleil:

05h 40mn

Coucher du soleil:

18h 30mn

Fadjr : 04h 28mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 45mn

Maghrib: 18h 33mn

Incha: 19h 47mn



PRÉVENTION CONTRE LES VIOLENCES :

"La violence doit être combattue depuis sa racine"

Le projet portant sur la « Prévention de toutes les formes de violences basées sur le genre et leurs conséquences en Union des Comores » a été lancé officiellement ce mardi 22 décembre par le ministère de la santé en collaboration avec l'Unicef et la Croix Rouge française. Ce projet de grande envergure est mis en place pour éliminer les violences faites à la femme.

Comme convenu, le ministère de la santé en partenariat avec l'ambassade de France en Union des Comores et en collaboration avec l'UNICEF et la Croix Rouge Française, a lancé mardi 22 décembre dernier, le projet portant sur la « Prévention de toutes les formes de violences basées sur le genre et leurs conséquences en union des Comores ». Cet événement a vu la présence de juristes, des acteurs en front sur la lutte contre la violence, et la gouverneure de l'île de Ngazidja. Ce projet financé par la France à hauteur de 443 Millions de nos francs rentre dans le cadre de la lutte contre la violence faite à l'enfant et à la femme en Union des Comores.

Lors de son lancement, l'ambassadrice de France, Jacqueline Bassa-Mazzoni, a montré qu'aux

Comores les chiffres de la violence envers les femmes et les enfants sont alarmants. « Une femme sur trois subirait des agressions physiques, verbales et/ou sexuelle et dans le rapport sur la situation des droits de l'homme aux Comores, remis, il y a quelques semaines par la présidente de la CNDHL au président Azali, on peut lire que sur 307 détenus dans les prisons comoriennes, 167, soit 54%, ont été incarcérés pour des actes de viol et d'agression sexuelle sur mineurs », avance-t-elle. Selon elle, de nombreuses activités ont déjà démarré cette année et d'encourageantes perspectives s'annoncent en 2021. « Ces actions nous amèneront, je l'espère à des grandes réussites dans cette lutte de longue haleine contre les violences faites aux femmes et aux mineurs », poursuit-elle.

Cette initiative a comme objectif de travailler avec les autorités nationales et les organisations de la société civile comoriennes pour renforcer la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux mineurs aux Comores. Mais également limiter les conséquences des violences basées sur le genre par une prise en charge améliorée à travers le renforcement de la coordination et des capacités des structures existantes notamment par



la mise à disposition de moyens matériels, humains et techniques en fonction des besoins préalablement identifiés pour la prise en charge médicale, psychologique et juridique des victimes.

De son côté, le ministre de la

santé Loub Yacouti Athoumani, a saisi cette occasion pour saluer le combat acharné de l'ambassadrice de France ainsi que les partenaires tel que l'Unicef, pour la mise en place d'un tel projet qui apportera ses fruits. « La violence doit être

combattue depuis sa racine, dès le jeune âge au moment de l'éducation. Les médias peuvent jouer un rôle déterminant dans la sensibilisation et la communication », invite-t-elle.

Andjouza Abouheir

MAIRIE DE MORONI :

CRC, Moroni Pour Tous et Djidzima exigent la reconnaissance de leurs conseillers

Les listes CRC, Djidzima et Moroni pour tous déclarent semblent avoir pris acte, enfin, de l'élection du maire de la capitale, issu du parti Orange. Dans un courrier conjoint adressé au secrétaire général de la mairie le 23 décembre, les trois listes demandent au maire et à son bureau exécutif de reconnaître leurs conseillers, lesquels « n'ont jamais été convoqués à une réunion du conseil municipal ».

Après trois mois d'attente, les listes Djidzima, CRC et Moroni pour Tous demandent au maire de Moroni Hassane Halidi, nouvellement reconnu comme maire de la capitale et à son bureau exécutif, de reconnaître leur conseillers, une demande qui leur revient de droit en tant que second administrateur de la mairie.

Dans son intervention, l'ancien ministre de la justice, Mohamed

Abasse Elhad dit que le délai a été très long et tant que second administrateur de la mairie, ce rappel est important. « Il y a un bureau qui a été mis en place depuis trois mois. Nous avons attendu qu'il nous appelle mais en vain. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre. Ce dernier s'octroie le privilège d'organiser des activités sans l'aval du conseil municipale et aux mépris des textes régissant de nos activités locales, et cela n'est

pas normal », déplore-t-il, celui qui croit que l'heure est à la responsabilité et non au procès des élections.

Ces listes en tant qu'administrateur ont rencontré le secrétaire général, et ce en présence des certains membres du bureau, hier 23 décembre dernier afin de leur rappeler cette inquiétude. « Nous vous demandons en tant que second administrateur de rappeler aux membres du bureau de la mairie notre inquiétude et l'inobservation

des règles élémentaires de fonctionnement de notre institution », avance-t-il. Ce souhait véhiculé et écrit noir sur blanc a comme fin d'assurer la continuité des travaux de la mairie pour le bien de tous. En mémoire, dans les 5 dernières années, le conseil municipal n'a jamais siégé, une situation ce qui avait impacté gravement la mairie et sa gestion.

Andjouza Abouheir

**Communiqué**

La La SONELEC porte à la connaissance de son aimable clientèle, qu'une opération de recouvrement des impayées (les factures impayées et les amendes quelque soit sa nature) sont en cours. Nos équipes technico-commerciales sont déployées dans toutes les régions de l'île.

Nous prions les clients de se présenter de leur paiement, afin d'éviter les coupures systématiques qui seront menées à partir du 09 décembre 2020, pour non paiement.

CONTRÔLE DES FONCTIONNAIRES PAR LE SGG :

C'est « inacceptable » selon l'ambassadeur Alloui Saïd Abasse

L'ambassadeur Alloui Saïd Abasse refuse en bloc de se faire contrôler par une mission dirigée par le secrétaire général du gouvernement (SGG), estimant que cela ne relève pas des prérogatives de ce dernier. Sa position est saluée sur les réseaux sociaux.

Après le ministère des affaires étrangères, le tour reviendra au ministère de l'éducation nationale le 31 décembre de subir un contrôle de la commission composée du secrétaire général adjoint du gouvernement, du directeur administratif et financier du gouverne-

ment et du juriste auprès du secrétariat général du gouvernement. Ces derniers vont se présenter dans cette administration où il sera demandé aux agents de présenter chacun une pièce d'identité, une fiche signalétique et un arrêté de recrutement ou de nomination pour une mission de contrôle.

Bien que cette mission consiste à assainir les administrations publiques, force est de constater qu'elle ne fait pas l'unanimité auprès des concernés. L'Ambassadeur Alloui Saïd Abasse, fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, est le premier (et

peut-être aussi le dernier) à s'y être opposer. Il désapprouve dans une lettre adressée au secrétaire du gouvernement le 21 décembre dernier, cette démarche. « Le contrôle des fonctionnaires et agents de la fonction publique ne relève pas de vos prérogatives (SGG) et vous en approprier, constitue un abus de pouvoir manifeste », lui a-t-il écrit.

Pour ce fonctionnaire, cette initiative lancée par Mohamed Soilihi Djounaid, ancien secrétaire d'État chargé de la FOP, mais poursuivie par le secrétariat général du gouvernement est « illégale » et par conséquent « inacceptable au regard

des textes et lois régissant mon statut du fonctionnaire ». Visiblement très irrité, cet ancien chargé d'affaires à l'ambassade des Comores à Paris entre 1999 et 2004, aborde dans sa lettre les contrôles qu'il a eu à subir pendant 24 ans de service.

« Les contrôles que j'ai subis au cours de ma carrière n'ont jamais corrigé les points les plus épineux. Je considère que cet énième contrôle qui va être conduit, de surcroît par des personnes non habilitées est une provocation inacceptable. La fonction publique n'est pas votre propriété privée et vous n'êtes pas au dessus des lois pour vous permettre

vos écarts devenus récurrents », poursuit-il.

Considérant ainsi la mission de contrôle comme un ordre fallacieux portant atteinte à la dignité et aux droits les plus élémentaires des fonctionnaires, M. Alloui appelle aux agents de la fonction publique de rejeter pacifiquement et avec fermeté la mission de contrôle dont les initiateurs prévoient l'effectuer au ministère de l'éducation le 31 décembre. La lettre de M. Alloui rendue publique par Hayba FM, est très reprise par les internautes qui saluent ce geste.

Kamal Gamal

CORONAVIRUS

Le nombre des personnes contaminées à Mohéli a presque doublé en deux jours

En l'espace de deux jours seulement, le nombre des cas des personnes contaminées passe de 26 à 41 cas à Mohéli. Les autorités appellent à plus de vigilance.

Pendant que le chef de l'État vient d'alléger les mesures restrictives contre la covid-19, estimant que la situation à Mohéli est « maîtrisée », le lendemain mardi, les chiffres annoncés par les services de santé, démontrent le contraire. Le test geneXpert qui s'effectue sur place dans l'île, aurait donné au total, selon des sources fiables, 41 nouveaux cas. Ce chiffre était susceptible d'augmenter hier mercredi mais il se trouve

que le stock des cartouches à réactif est épuisé et est incessamment attendu dans l'île. 73 autres prélèvements sont effectués sur des personnes suspectées et les analyses attendent.

L'allègement des mesures barrières est en tout cas pris ici à Mohéli comme étant un soulagement. Les amateurs de la balle ronde surtout. Mais pour d'autres, ce n'était pas le moment vu cette recrudescence du coronavirus. « Le risque d'un débordement est grand mais ceux qui ont conseillé le chef de l'État à prendre cette décision ont minimisé l'impact », a déploré sous l'anonymat, un praticien de la place.

Pour rappel, dans son discours à la Nation, le président de

la République a autorisé la célébration des mariages, les Madjlisses ainsi que tous les autres événements festifs et les cérémonies religieuses, dans le respect le plus strict des règles d'hygiène et des mesures barrières, notamment la distanciation physique, le port obligatoire de masque, le lavage des mains à l'entrée des lieux des festivités, la limitation maximum du brassage des participants et la prise de température à l'entrée. Dans les mêmes conditions, est également autorisé l'accès aux plages, aux restaurants, aux cafés, aux transports en commun et aux activités sportives.

Riwad



TRANSPORT AÉRIEN/COM' AIR ASSISTANCE

"Une commission provisoire est urgente pour sauver la boîte"

Face à un patron indifférent, les agents du Com' Air Assistance sont toujours en attente d'une réponse, surtout pour les factures en souffrance, qui empêchent la société de fonctionner dans les normes. Une commission provisoire est de plus en plus urgente.

Rien ne va à Com' Air Assistance. Les tonnes de problèmes qui gagnent cet établissement public semblent laisser le directeur générale indifférent malgré les mises en garde de ses employés. Derrière le manque de considération se cacheraient également son incompétence. Un employé de ladite société, qui souhaite garder l'anonymat, trouve anormal que le patron de la boîte et son staff (17 personnes) s'oc-

troient 100% d'indemnités en plus de leur salaire de base, alors que la majorité des employés ne gagne que 50% de leurs salaires pour cause de crise sanitaire. « Nous avons réuni dans une conférence, l'assistant comptable pour lui faire part de nos doléances. Le principe était de suspendre les indemnités pour permettre de payer tout le personnel sans difficulté. Il était d'accord et il devrait nous faire un retour mais le directeur a fait la sourde oreille », confie-t-il au nom du personnel de la boîte.

Au même moment, le personnel de Com' Air Assistance dénonce les conditions dans lesquelles ils sont obligés de travailler. « Comment travailler sans internet ? Notre système d'exploitation pour les enregistrements automatiques des pas-

sagers et de leurs bagages (CUTE-SITA) est suspendu depuis février 2020, pour cause de factures impayées, poursuit-il. Aujourd'hui le voyageur doit à nouveau faire son enregistrement une fois à l'escale », déplore-t-il. Sans parler des factures des divers fournisseurs en souffrance, la société doit plus 131 millions à la caisse de retraite et plus de 4 millions à la mutuelle de santé, alors que cet argent est prélevé sur le salaire des employés. « Ce qui nous choque le plus, ce sont ceux qui sont à la retraite et qui livrent bataille à la justice alors qu'ils ont cotisé. Mais où est partie cet argent ? », s'interroge-t-il. La mise en place d'une commission provisoire est de plus en plus urgente pour le bon fonctionnement de la boîte.

Sans oublier le manque de

transparence de la gestion du fret, Com' Air GSA brille par l'absence d'un manuel de procédures administratif et qu'aucun bilan ni budget n'ait été réalisé depuis un an. Ce qui laisse entendre que des sommes colos-

sales sont gérées dans l'opacité totale. Pour rappel, l'actuel directeur a travaillé pendant 8 mois en 2002, et l'entreprise était dans le même état.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
 Toufê Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

REPORTAGE :

Cité universitaire de M'vouni, le mal-être des étudiants

Les étudiants de l'Université des Comores site de M'vouni ont repris les cours depuis le début du mois de décembre. Les années passent et se ressemblent : les étudiants déplorent les mauvaises conditions qu'ils rencontrent à Mvuni. Reportage.

Il est 10 heures et 40 minutes lorsqu'on arrive dans la grande cour du site principal de l'Université des Comores à M'vouni. Sur ce grand espace où se garent les bus et autres véhicules, les étudiants font des allers-retours. L'ambiance des lieux et les conditions de vie sont restées les mêmes plusieurs années après. Aucun changement notable n'est effectué depuis belle lurette. Les étudiants souffrent pour se rendre à l'Université, les toilettes laissent à désirer. Les carreaux blancs sont gris, des bouteilles en plastiques jonchent le sol. Le quotidien dans ce lieu (se nourrir, fréquentation de la bibliothèque, salles de classes bondées, des petits coins pour les fumentes) n'a connu aucune amélioration. Sont malchanceux ceux qui ne résident pas à M'vouni mais dans les périphériques car ils ont du mal à s'arracher une place dans la

salle de classe. « C'est le calvaire pour avoir une place », regrette Abdou Mohamed. Lui, il est étudiant en première année de Lettres Modernes Françaises. Il habite dans la région Hambou, à une douzaine de kilomètres de la capitale, Moroni. « Rien n'est plus facile. Certes c'est une bonne chose d'avoir une université, mais il faut aussi savoir mettre en place les moyens et conditions nécessaires qui permettraient à tous de suivre les cours et de se sentir à l'aise », souhaiterait-il.

Des moyens et des conditions nécessaires, Abdou Mohamed touche le fond du problème car à l'université de M'vouni, les problèmes sont nombreux mais les solutions tardent à venir. « Moi je viens de Mbeni mais je vis à M'vouni. Je m'appelle Nassufdine et je suis étudiant en troisième année de la faculté de droit. Depuis ma venue ici il y a déjà trois ans, les conditions sont toujours les mêmes. En plus d'avoir du mal à avoir une place, les salles sont bondées et il n'y a pas de sonorisation », nous confie-t-il depuis la terrasse de sa salle de classe. Nassufdine s'indigne et reprend les mots de Abdou Mohamed.

« Dans une salle qui peut



accueillir jusqu'à 500 personnes, il faut être matinal pour espérer une place dans les 5 premiers rangs car sinon, tu ne peux pas suivre le cours », soutient-il mais comparant la première année à ce dernier niveau, Nassufdine dit que « la première année c'était plus maladroit ». Dans l'émotion, ce jeune étudiant parle d'insécurité dans les lieux et de ces gens qui, munis de couteau, traversent cette cour du cité pour se rendre dans leurs champs. « C'est inadmissible que des gens avec des haches et des couteaux traversent

un endroit plein de jeunes pour se rendre au champ. L'administration doit prendre des dispositions. Pourquoi ne pas mettre une clôture ? » s'interroge-t-il.

Le plus grand mal des sites universitaires des Comores, c'est l'hygiène dans les sanitaires. Nassufdine évoque volontiers la problématique et affirme qu'« il y a des gens qui sont ici depuis trois ans mais qui n'ont jamais fait leurs besoins dans les toilettes car ils ne se sentent pas à l'aise. Ils déplorent le plus souvent la puanteur des lieux ». Même avis pour Mariama Ali. Cette étudiante en deuxième année de sciences économiques affirme que les toilettes sont dans un état déplorable et surtout pour les femmes. « Les femmes sont des personnes sen-

sibles. Il suffit d'un rien pour attraper un microbe. Et je t'invite à faire un tour dans les quelques toilettes opérationnelles pour constater par toi-même. Il y a celles qui s'y rendent mais c'est dans l'extrême urgence », affirme-t-elle.

Les maux de l'université sont nombreux. Les étudiants manquent de tout. Les mesures barrière contre le coronavirus ne sont pas respectées malgré les dispositions annoncées avec fanfare. Aucun étudiant ne porte de masque. Les enseignants sont loin d'être exemplaires. La bibliothèque, peu sont ceux qui s'y rendent. La raison : le piètre état du bâtiment, où mêmes les bêtes auraient du mal à vivre.

A.O Yazid



AVIS DE RECRUTEMENT

Avis de Recrutement d'un Mécanicien polyvalent pour l'entretien et la maintenance de groupes électrogènes et des véhicules de Corps de la Paix.

Poste proposé: Mécanicien des véhicules et des groupes électrogènes.

Le Corps de la Paix du Gouvernement Américain aux Comores, dans le cadre de ses missions en Union des Comores recherche un mécanicien polyvalent pour assurer le service de maintenance et d'entretien de ses véhicules et de ses groupes électrogènes. Les personnes intéressées par cette offre peuvent obtenir les termes de références complets en les demandant par email à l'adresse ici indiquée : azaki@peacecorps.gov.

Les demandes d'information ou toute autre questions liées à cette offre, merci de vous renseigner en envoyant un email à l'adresse mentionnée ci-haut ou appeler au **360 01 03**.

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

Sports en bref

Ngaya, leader potentiel de Ngazidja (D1)



La Ligue de Football de l'île clôt la phase aller du championnat, saison 2020/2021. Union sportive de Zilimadju, alias Bonbon Djema, qui était engagé à la compétition de la Caf, notamment « Coupe de la Confédération des Clubs » est contraint de terminer ses matches de retard. Cette procédure perturbe l'élaboration du classement général. A l'issue d'une dizaine de rencontres, Ngaya Football Club de Mde s'avère le seul prétendant au titre évoluant sur une impressionnante série de onze face-à-face consécutifs sans défaites. En position salubre et potentielle pour rééditer les mêmes exploits aux matches retour, pour lui rêver le titre décisif serait une ambition logique et légitime.

Fédération de Football, ouverture mercato

Conformément aux règlements généraux en vigueur, art. 54 et 55, une période de deux semaines, de mutation hors période normale, appelée Mercato, est fixée à la fin de chaque phase aller, toutes catégories confondues. A Moili, Ndzouani et Ngazidja, l'imprimé de mutation coûte 15.000 fc. Seuls bénéficient de cette ouverture, les joueurs non mutés dans la saison en cours. « Pourquoi, limiter à deux éléments cette politique renfort ? » paraît regretter un sympathisant de Bonbon Djema. Le mercato est ouvert du 21 au 31 décembre 2020.

Fin des cauchemars, suscités par les huis-clos

Le 21 décembre 2020, Azali Assoumani, président de l'Union des Comores, a allégé les restrictions sanitaires, mises en place pour lutter contre la propagation de la Covid-19. Tout est libéré, entre autres les plages, les cérémonies de grands mariages, les funérailles, organisées massivement, etc. Pour prévenir le risque d'une 2e vague, qui pourrait se révéler plus dangereuse, les mesures barrières, dont le port des masques, la distanciation physique, le couvre-feu, ramené à minuit, sauf le 31 décembre prochain, restent en vigueur. L'entrée à toute manifestation sportive n'est plus perturbée par les huis-clos. Mais, cette ouverture se fera dans le respect le plus strict des règles d'hygiène et la prise de température au portail. Les équipes, notamment de football peuvent pousser un ouf de soulagement. La vente des billets renflouera les caisses.

Étoile des Comores trimbale 13 points

Le 19 décembre 2020 à domicile, les ambassadeurs de Noumazaha-Bambao ont enregistré leur 3e défaite face à Ngaya Football Club de Mde. Mais, ils comptabilisent 13 points, fruits de 4 nuls et 3 exploits. " Oui, mon équipe Etoile des Comores, vient de s'incliner (2-0). Mais, nous comptons récupérer les trois points convoités par forfait, suite à une réclamation », jubile un des remplaçants de Noumazaha. L'entraîneur de Ngaya, Sylla Mchangama, interdit de terrain pour assister à un match de son équipe, aurait été aperçu dans le stade de Noumazaha. Si cette supposée présence s'avère fondée, les ambassadeurs de Mde risquent d'être accablés par les règlements généraux en vigueur : perte du match, alourdie par une amende de 100.000 fc. Mais, le dernier mot revient à la Commission d'Homologation et de Discipline. Affaire à suivre.

Rassemblés par Bm Gondet

HABARI ZA UDUNGA

La gestion axée sur les résultats, une opportunité pour qui sait, où il veut aller !

"Madjitso yo hudja hazila wa tsuloleya..." Boul des Comores

Tout le monde a plus ou moins entendu parler de la gestion axée sur les résultats, en vogue dans les organisations internationales et dans un certain nombre de pays. En effet, durant ces dernières décennies les gouvernements du monde entier ont subi et subissent des fortes pressions pour démontrer qu'ils utilisent efficacement les deniers des contribuables.

Les préoccupations de l'opinion relatives à la réduction de la dette extérieure, la baisse de confiance dans le leadership du microcosme politique, la mondialisation de l'économie, le libéralisme sauvage et par conséquent, une concurrence accrue sur le marché global ont contribué à l'apparition de démarches de gestion axée sur le rendement et les résultats dans le secteur public dans beaucoup de pays.

Il serait, peut-être bon, que chez nous, dans les îles de la lune, où il est difficile de se faire une idée de ce qui se fait réellement pour le pays, que le microcosme politique sous les cocotiers se fixe des résultats à atteindre au lieu de se lancer dans des discours dithyrambiques à n'en plus finir à chaque chant du coq et coucher du

soleil.

Il faudrait que partout, la gestion axée sur les résultats fasse son petit bonhomme de chemin. Mais connaissant les pratiques et la mentalité des habitants des îles de la lune, il ne faudrait pas se faire trop d'illusions sur le temps qu'il faudra consacrer à cette nouvelle façon de travailler.

Pour la plupart d'entre nous, les résultats se résument aux activités que nous menons dans notre travail au quotidien. La notion de résultat n'a pas encore eu de contenu concret dans notre travail de planification. Or cette situation est devenue la cause première des blocages que nous observons un peu partout dans nos administrations et autres hauts lieux où le microcosme excelle, c'est-à-dire dans la fameuse superstructure.

Ce qu'il faudrait, ce de faire en sorte que nos politiciens et grands commis de l'État s'approprient la gestion axée sur les résultats pour qu'enfin, la masse puisse se faire une idée plus précise de la destination que prend le pays.

Combien d'entre nous s'interroge chaque jour, sur ce que demain sera fait, dans la mesure où il y a une absence totale de lisibilité du discours politique, pour ne pas dire de la pratique politique. On dit souvent que les gens ne font pas la politique pour aller au paradis, soit ! Mais encore faudrait-il qu'elle donne des raisons d'espérer pour un futur proche et non l'impression de s'en éloigner à mesure que l'on s'en approche.

Pour sortir de la politique "makri" et du "msetro" dont nous sommes si familiers, il est nécessaire de se fixer des résultats tangibles pour le bien de tous. Mais, dans un premier temps, on pourrait se demander à quels résultats nous voulons aboutir avec la multiplication des structures actuelles et leurs nombreuses cohortes de chefs sans mandats précis ? A moins qu'on veuille se complaire, comme toujours, dans le rythme ambiant, porteur cela va de soi, des désillusions futures.

Mmagaza

La Gazette des Comores

Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN

PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/01/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un Spécialiste portuaire et maritime »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste portuaire et maritime pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

L'objectif global de la mission est censé refléter de manière raisonnable et objective les pratiques internationales, régionales et nationales actuellement reconnues dans la planification, la conception, la construction d'ouvrages maritimes et portuaires, ainsi que dans la gestion des flottes de transport de passagers et marchandises.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores. Le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat.

3. Profil du consultant

La mission sera confiée à un(e) expert(e) de discipline technique pertinente telle que l'ingénierie portuaire ou le transport maritime et une expérience professionnelle de minimum de sept ans et, recruté selon les procédures de sélection d'un consultant individuel de la Banque Mondiale.

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 décembre 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Iles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/02/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un Spécialiste Administratif et Financier »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste portuaire et maritime pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

L'objectif de la mission est d'assurer le traitement des opérations administratives, comptables, financières et budgétaires ainsi que la production des états, les rapports financiers et les états budgétaires conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des normes et formes exigées par le Bailleur de fonds.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3. Profil du consultant

Le poste sera confiée à un/e expert/e spécialisé dans les domaines de la comptabilité, des Finances, de l'Audit et de la gestion (option finance et comptabilité) avec une expérience professionnelle de minimum de cinq ans;

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/03/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement Spécialiste en sauvegarde environnementale pour les études préparatoires du projet »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste en sauvegarde environnementale pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

Le Spécialiste de Sauvegarde Environnementale a pour mission principale de mettre en oeuvre le CGES et d'assurer que les activités financées par le Projet soient examinées et évaluées en fonction des risques et des exigences environnementales conformes aux dispositions de la politique opérationnelle en vigueur de la Banque Mondiale sur l'évaluation Environnementale applicable, aux lois nationales et aux directives du CGES.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Sous la supervision technique du Coordonnateur du Projet, le consultant fournira les services à

temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3 Profil du consultant

La mission sera confiée à un/e expert/e de discipline technique pertinente dans le domaine de l'évaluation environnementale et sociale et de l'étude d'impact environnemental avec une expérience professionnelle de dix ans et recruté selon les procédures de sélection d'un consultant individuel de la Banque Mondiale.

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'a-

dressé suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le

07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale).

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/04/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un spécialiste en passations des marchés pour les études préparatoires du projet »

L'Union des Comores a reçu un financement (PPA) de la Banque Mondiale pour la préparation du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce (PPA) pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste en passations des marchés pour les études préparatoires du projet.

1. Mission Générale du Consultant

Le Spécialiste en passation des marchés sera responsable de toutes les activités liées à la passation des marchés du projet, notamment la planification des acquisitions ; la mise en œuvre des processus d'acquisition conformément aux dispositions de l'Accord de financement, à la réglementation en vigueur et dans le respect des normes et formes exigées par le Bailleur de fonds du rapport d'évaluation du projet et du Plan de passation des marchés ; et la gestion des contrats.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3. Profil du consultant

Le poste sera confié à un/e expert/e spécialisé en marchés publics, avec une expérience professionnelle de minimum de cinq ans et avoir occupé des postes de responsabilités similaires ;

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces

suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS MARITIM ET AÉRIEN
PROJET DE CONNECTIVITE MARITIME ENTRE LES ILES (PICMC)

CELLULE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET (CMOP)

Projet n°: P173114

Réf. n°N°2020/05/ PICMC

« Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement Spécialiste en Sauvegarde Sociale pour les études préparatoires du projet »

L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour le Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le recrutement d'un(e) Spécialiste en Sauvegarde Sociale pour les études préparatoires du projet.

1. Objectif de la mission

Le/la spécialiste en Sauvegarde Sociale sera basé(e) au niveau central et sera chargé(e) d'assurer que (a) les activités du projet soient conformes aux Normes Environnementales et sociales tels que définies dans le Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque Mondiale, ainsi que dans les documents cadres du projet : Cadre de gestion environnementale et Sociale (CGES), Cadre de Politique de réinstallation du projet (CPR), et autres documents pertinents et que (b) les principes et les activités liés à l'engagement citoyen dans le cadre du projet soient respectés et mis en œuvre.

2. Organisation de la mission

Ce travail sera effectué pour le compte du Projet de liaison maritime entre les Iles de l'Union des Comores.

Sous la supervision technique du Coordonnateur du Projet, le consultant fournira les services à temps plein, pendant une période de six mois, à compter de la signature du Contrat et renouvelable.

3. Profil du consultant

La mission sera confiée à un/e expert/e de discipline technique pertinente dans le domaine de l'évaluation environnementale et sociale et de l'étude d'impact Social avec au minimum dix ans d'expérience, et recruté selon les procédures de sélection d'un consultant individuel de la Banque Mondiale.

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation;
- Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;
- Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation
- Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : connectivitecomoros@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisé en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et obtenir les termes des références à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : de 08h 30 à 14H 30 (heure locale) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **07 janvier 2021 à 14 h 30 (heure locale)**.

Adressé à : Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des Transports Maritime et Aérien/ Projet de Connectivité Maritime entre les Îles « Manifestation d'intérêt N°2020/01/ PICMC Intitulé du poste », Bureau de gestion de projet.